



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la Sarthe  
Service Protection de l'Environnement**

19 Boulevard Paixhans  
CS 91631  
72016 LE MANS Cedex 2

Le Mans, le 24/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées** Visite d'inspection du 02/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**THIBAUT THIERRY**

Les Noyers  
72260 RENÉ

Code AIOT : 0057201558

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2024 dans l'établissement de Monsieur THIBAUT Thierry, implanté MONT GATEAU - 72260 RENÉ. L'inspection a été annoncée le 14/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection réalisée dans le cadre de la programmation des installations classées "IED".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- THIBAUT THIERRY
- MONT GATEAU - 72260 RENÉ
- Code AIOT : 0057201558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation relevant du régime de l'autorisation (46794 emplacements) au titre de la rubrique 3660.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Ammoniac élevage IED
- AN24 Prévention accident élevage
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitation est globalement bien entretenue. Quelques non-conformités sont à régulariser. Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
6	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Emissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation au dossier	AP Complémentaire du 10/03/2005, article 1	Sans objet
3	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
4	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 articles 12 et 13	Sans objet
5	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
7	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
8	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 articles 27 et 30	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
10	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 articles 33, 34 et 35	Sans objet
11	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 articles 41 et 42	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités suivantes doivent faire l'objet d'actions correctives dans les meilleurs délais :

- installer une réserve d'eau, d'au moins 120 m<sup>3</sup>, destinée à l'extinction et accessible en toutes circonstances,
- installer un dispositif de rétention dans le local de stockage des produits phytosanitaires,
- conserver les fiches de données et de sécurité des produits dangereux utilisés sur l'exploitation,
- compléter les plans des risques en indiquant les emplacements de la coupure électrique et du stockage d'hydrocarbures (fioul),
- effectuer la déclaration des émissions polluantes sur le module GEREP.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'installation au dossier

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/03/2005, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Autorisation d'exploiter 46794 emplacements de volailles répartis dans deux bâtiments de 996 m <sup>2</sup> .
<b>Constats :</b> D'après les derniers bons de livraison de volailles (19/03/2024), les effectifs sont de 7680 dindes par bâtiment, soit au total 15360. Point conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> « I. L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes). L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante. L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2024. L'exploitant ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées. »  « II. L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2024.
<b>Constats :</b> Le plan des zones à risques est existant, il comprend notamment les éléments suivants : - citernes de stockage de gaz, - emplacement du local de stockage des produits phytosanitaires, - emplacement du stockage de paille. Les flux de circulation sont indiqués sur ce plan. Points conformes.  L'emplacement du stockage d'hydrocarbures (fioul) et le tableau avec la coupure électrique ne sont pas indiqués sur ce plan. Les fiches de données et de sécurité ne sont pas présentes dans le registre des risques. Ce point a déjà été relevé lors de la précédente inspection. Points non-conformes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Compléter le plan des risques avec l'emplacement de la coupure électrique et du stockage d'hydrocarbures. Conserver les fiches de données et de sécurité des produits dangereux utilisés sur l'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Sécurité Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Les locaux et les alentours sont maintenus dans un bon état de propreté. Un plan de dératisation est contractualisé avec une entreprise prestataire, les relevés des pièges sont effectifs et enregistrés (dernier relevé le 15/03/2024).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple). A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none"><li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;</li><li>- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li></ul> Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. « Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2024. » Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li><li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li><li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li><li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li></ul> ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Constats :</b> L'installation dispose d'une voie d'accès pour les services de secours. Le site est équipé de plusieurs extincteurs dont l'entretien est réalisé annuellement par une société prestataire (vu dernier contrôle en date du 02/05/2023). L'affichage des règles de sécurité et les numéros d'urgence sont affichés dans les sas des bâtiments volailles. Points conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Dispositif de prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle des installations de stockage de gaz date du 15/03/2023 ; celui-ci est conforme. Un contrat de maintenance est souscrit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> « I.» Tout stockage « en réservoir » de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-parois. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b> Les produits phytosanitaires sont stockés dans un local fermé à clé et aéré. Les consignes de sécurités sont affichées. Points conformes.  Une planche en bois est disposée sous l'armoire de stockage, il n'y a pas de dispositif de rétention. Point non-conforme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Installer un système de rétention dans le local de stockage des produits phytosanitaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
<b>Constats :</b> L'eau utilisée provient d'un forage déclaré, le relevé des consommations est quotidien et

effectif. La consommation d'eau annuelle estimée par an est de 1000 m <sup>3</sup> . L'ouvrage est protégé et équipé d'un clapet anti-retour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Plan d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27 et 30
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal. Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la stagnation prolongée sur les sols ;</li> <li>- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;</li> <li>- une percolation rapide vers les nappes souterraines.</li> </ul> <p>Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>La pression azotée à l'hectare est inférieure à 170 kgN/Ha (111,3 kgN/ha). Une analyse de sol est réalisée chaque année en sortie d'hiver et permet d'apprécier le reliquat azoté (dernière analyse en date du mois de janvier). Le bilan global de fertilisation azotée est équilibré (31 kgN/ha). Remarque : les exports réalisés par culture ne sont pas indiqués.</p> <p>Les îlots de stockage de fumiers sont répertoriés dans le cahier d'épandage, les quantités déposées sont indiquées (8 tonnes pour 2023). Points conformes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les superficies effectivement épandues ;</li> <li>2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;</li> <li>3. Les dates d'épandage ;</li> <li>4. La nature des cultures ;</li> <li>5. Les rendements des cultures ;</li> <li>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;</li> </ol>

<p>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;</p> <p>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à jour. Le mode d'épandage est indiqué (« à disques »). L'enfouissement est réalisé dans les 4 heures suivant l'épandage.</p> <p>Les dates d'épandages sont indiquées et ne correspondent pas avec des jours fériés ou des week-end).</p> <p>Un plan d'épandage prévisionnel est réalisé chaque année.</p> <p>Points conformes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Déchets et sous-produits animaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33, 34 et 35</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets de soins vétérinaires sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bac jaune dédié à la collecte des déchets vétérinaires est présent. Les bons de remise de déchets sont archivés.</p> <p>Les déchets sont repris par une filière agréée, les attestations de remise de déchets sont conservées (vu derniers bons en dates des 15/11/2022 et 23/05/2023).</p> <p>Points conformes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Mise en œuvre des MTD

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 et 42</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles. « Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.» L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant met en oeuvre plusieurs Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour limiter les impacts dus à son élevage de volailles. Les MTD suivantes sont appliquées et conformes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MTD 5, gestion de l'eau : le nettoyage est réalisé avec un système haute-pression ; les animaux sont abreuvés avec un système de pipettes.</li> <li>- MTD 8, utilisation efficace de l'énergie : éclairage led et fenêtres sur les bâtiments.</li> </ul>



- MTD 22, réduction des émissions atmosphériques d'ammoniac : enfouissement des effluents dans un délai de 4 h après épandage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 :** Emissions atmosphériques d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac
<b>Constats :</b> La déclaration des émissions pour l'année 2023 n'a pas encore été réalisée. Point non-conforme.  Les émissions ont été déclarées les années précédentes. Point conforme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Déclarer les émissions sur le module GEREP.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours